

<https://www.elcorreo.eu.org/LES-BRICS-DEPUIS-NEW-DELHI-ils-abandonnent-le-dollar-l-Iran-exercant-une-forte-pression>

LES BRICS DEPUIS NEW DELHI :ils abandonnent le dollar, l'Iran exerçant une forte pression.

- Empire et Résistance - Blocs régionaux - BRICS -
Date de mise en ligne : dimanche 13 septembre 2026

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

NEW DELHI – Le 18e sommet des BRICS s'est ouvert le 12 septembre. Le bloc a franchi une étape décisive vers une moindre dépendance au dollar US, en adoptant dès le premier jour la *Déclaration de New Delhi*, un document de 45 pages, et en approuvant une architecture de paiements visant à contourner le système financier occidental pour les échanges transfrontaliers. Pour la plupart des membres, cette mesure était progressive. Pour l'Iran, soumis à de lourdes sanctions américaines, à un blocus naval et engagé depuis près de six mois dans un conflit avec les États-Unis d'Amérique et Israël, elle représentait une véritable bouée de sauvetage.

Les rails de déclaration et de paiement

Les dirigeants réunis au centre de congrès Bharat Mandapam ont adopté à l'unanimité la Déclaration de New Delhi 2026 dès la première journée. Le Premier ministre Narendra Modi, à l'issue d'une séance à huis clos, a annoncé qu'aucun État membre n'avait formulé d'objection au texte. L'élément central de cette déclaration économique est l'engagement à développer les échanges commerciaux et les investissements réglés dans les monnaies nationales des États membres, et à interconnecter leurs systèmes de paiement et de messagerie nationaux afin que les transactions puissent s'effectuer sans transiter par le réseau SWIFT, libellé en dollars. Selon la déclaration, le groupe de travail sur les paiements du bloc a étudié l'interopérabilité transfrontalière de ces canaux et examiné la possibilité d'utiliser les monnaies locales pour le règlement des échanges commerciaux et les investissements.

Le mécanisme qui a suscité le plus d'intérêt est [BRICS Pay](#), un système décentralisé de messagerie et de paiement qui intègre les systèmes UPI indien, CIPS chinois et SPFS russe au sein d'une couche d'interopérabilité partagée, permettant ainsi de réaliser des paiements entre membres en dehors du réseau SWIFT. La déclaration mentionnait également un projet pilote de jeton « Unit » adossé à l'or.

Ce qui est tout aussi révélateur, c'est ce que le bloc a de nouveau refusé de faire. Aucune décision n'a été prise concernant une monnaie commune aux BRICS ; l'Inde, en particulier, a résisté à cette idée, préférant un système de règlement interopérable en monnaies nationales à la complexité politique et monétaire d'une unité partagée. Le résultat, comme l'ont souligné plusieurs observateurs, est une dédollarisation financière progressive plutôt qu'une union monétaire – une infrastructure, et non une nouvelle monnaie de réserve.

La réponse de Washington

La réaction de Washington fut immédiate. Le président Trump a menacé d'imposer des droits de douane pouvant atteindre 100 % aux pays membres, prolongeant ainsi une campagne de pression menée depuis le début de l'année contre ce qu'il qualifie de trajectoire « anti-américaine » des BRICS. Cette menace est loin d'être anodine pour les membres exportateurs qui dépendent du marché US, mais son pouvoir de dissuasion s'amenuise à chaque transaction que le bloc parvient à effectuer hors du dollar. C'est le paradoxe auquel Washington est désormais confronté : les droits de douane sont censés punir la dédollarisation, or c'est précisément la dédollarisation qui en atténue l'effet.

L'Iran en première ligne

Aucun membre n'avait autant à perdre que l'Iran. Le président [Massoud Pezeshkian](#) a insisté sur l'importance du

commerce en monnaies nationales, déclarant aux journalistes que l'élargissement de l'utilisation des monnaies des membres dans les échanges intra-bloc était l'une des mesures les plus importantes que le groupe puisse prendre. Tout au long du sommet, Téhéran a milité pour la mise en place de mécanismes permettant aux membres de se prémunir contre les pressions financières occidentales – une priorité renforcée par les sanctions et le blocus auxquels le pays est désormais confronté.

Surtout, ce sommet institutionnalise au niveau multilatéral ce que l'Iran a déjà mis en place bilatéralement. Le 29 janvier 2026, Téhéran a signé un pacte stratégique trilatéral avec la Chine et la Russie, un accord dont le cœur économique repose sur la création de mécanismes financiers alternatifs contournant le système SWIFT et réduisant l'exposition au système centré sur le dollar.

Ce pacte s'appuie sur des fondements déjà établis : un accord monétaire irano-russe, opérationnel depuis début 2025, qui permet de régler les échanges directement en rials et en roubles et relie le réseau de cartes **Mir** russe au système **Shetab** iranien ; un cadre de coopération irano-chinois de 25 ans ; et le constat que la Chine achète désormais la quasi-totalité du pétrole iranien, en grande partie payée en yuans.

Cette implication contredit l'idée reçue selon laquelle l'Iran chercherait désespérément une solution de contournement du dollar. Il en dispose déjà. Pour Téhéran, le *BRICS Pay* n'est pas une nouvelle échappatoire, mais un réseau plus vaste et résistant aux sanctions, sur lequel il peut intégrer des échanges commerciaux qu'il mène déjà en dehors des circuits occidentaux – et une aubaine multilatérale pour l'architecture financière parallèle qu'il a mis deux ans à mettre en place avec Moscou et Pékin.

Où les BRICS ont tracé la ligne – et où ils ne l'ont pas fait.

Le passage de la déclaration relatif aux guerres dans la région a suscité le plus de controverses, et le résultat fut mitigé : tantôt ferme, tantôt volontairement vague. Parvenir à un consensus aurait nécessité des négociations qui se seraient prolongées jusqu'à 4 heures du matin, principalement en raison d'un désaccord entre l'Iran et les Émirats arabes unis.

Concernant la guerre usaméricano-israélienne contre l'Iran, le bloc a exprimé sa profonde préoccupation et a appelé à la plus grande retenue, au dialogue et à la diplomatie – sans toutefois nommer les États-Unis ni Israël, et sans condamner ouvertement aucun pays. Cette prudence était le prix de l'unanimité. Le ministre iranien des Affaires étrangères, [Abbas Araghchi](#), avait exhorté les BRICS à condamner ce qu'il qualifiait d'agression illégale des États-Unis et d'Israël ; les Émirats arabes unis ont fermement réagi, accusant Téhéran d'instrumentaliser le sommet pour justifier ses propres tirs de missiles et de drones contre les États du Golfe.

L'Inde, qui présidait le sommet, a reconnu les « *divergences de vues entre certains membres* » et a orienté le texte vers un terrain d'entente. Le ton était plus ferme qu'un simple appel à la paix, mais bien loin de la condamnation sans équivoque des frappes contre l'Iran que Téhéran avait obtenue lors du sommet de Rio un an auparavant – un net recul *sur* cette question précise, et non un progrès.

L'Iran a néanmoins signé le texte, et ce fut là le fait diplomatique le plus discret de ce sommet. Téhéran, qui a passé le conflit à tirer des missiles et des drones sur les Émirats arabes unis, notamment sur la base aérienne d'Al Minhad fin août, a apposé sa signature à un texte que son adversaire du Golfe pouvait également accepter.

Parallèlement, Pezeshkian rencontrait le prince héritier d'Abou Dhabi en marge du sommet, lors du contact de plus haut niveau entre les deux pays depuis le début des combats. La volonté de l'Iran de se conformer au consensus plutôt que de provoquer une rupture indiquait qu'il jugeait l'orientation de la déclaration – une profonde inquiétude face à l'escalade et un appel à la protection des civils – suffisamment acceptable, même sans la signature qu'il souhaitait.

Mais ces mêmes mots servaient les intérêts d'Abou Dhabi : l'appel au respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale des États visait autant les frappes iraniennes dans le Golfe que l'offensive américano-israélienne contre l'Iran. Le consensus a tenu car le texte pouvait être interprété de deux manières.

Concernant le Liban, le bloc s'est montré plus incisif et a nommément cité Israël. Les dirigeants ont condamné les violations continues de la souveraineté et de l'intégrité territoriale du Liban, ont appelé Israël à retirer ses forces d'occupation de tout le territoire libanais, ont exigé la pleine application de la résolution 1701 du Conseil de sécurité des Nations unies et ont condamné toutes les attaques contre la FINUL, présentant leurs condoléances aux familles des Casques bleus tués dans le sud, dont quatre Indonésiens, et exigeant que les responsables rendent des comptes.

Il s'agit là de l'une des critiques les plus directes formulées à l'encontre d'Israël dans une déclaration des BRICS à ce jour, bien qu'Israël ne soit nommé que trois fois dans l'ensemble du document de 45 pages. La déclaration a par ailleurs pris note de la procédure engagée par l'Afrique du Sud contre Israël devant la Cour internationale de Justice au sujet de Gaza et a rejeté toute initiative unilatérale visant à modifier le statut de Jérusalem-Est occupée.

Pour l'Inde, ce changement se mesure au mieux par rapport à la position de Modi six mois auparavant. Les 25 et 26 février, il effectua une visite historique en Israël : premier Premier ministre indien à s'adresser à la Knesset, il fut décoré de la Médaille du Président de la Knesset, une première pour un dirigeant étranger, et présida à l'élévation des relations au rang de « partenariat stratégique spécial » et à l'établissement d'un programme de coproduction en matière de défense.

Lorsque les États-Unis et Israël déclenchèrent leur guerre contre l'Iran quarante-huit heures après son départ, tuant le guide suprême iranien lors d'une frappe aérienne, New Delhi garda un silence assourdissant : aucune condamnation des frappes, aucune condoléance pour la victime. Ses propres liens avec l'Iran, du financement du port de Chabahar au commerce bilatéral, se détériorèrent sous la pression des États-Unis. Ce silence perdura des mois.

Le tournant s'est produit à Bichkek. Le 1er septembre, lors du sommet de l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS), Modi a signé une déclaration condamnant les frappes militaires sur le territoire iranien comme des violations du droit international, présentant ses condoléances pour le dirigeant iranien assassiné et soutenant la souveraineté de l'Iran et ses droits en vertu du Traité de non-prolifération des armes nucléaires (TNP) – une première pour l'Inde qui approuvait une déclaration condamnant l'offensive américano-israélienne. De la part du dirigeant qui avait soutenu Netanyahu en février, il s'agissait d'un véritable revirement, et non d'un simple ajustement.

La déclaration de New Delhi, onze jours plus tard, était en réalité *plus conciliante* envers l'Iran que celle de Bichkek, et la raison en est révélatrice : l'OCS ne compte aucun membre arabe du Golfe, contrairement aux BRICS qui incluent les Émirats arabes unis, lesquels ont fermement réagi et imposé la formule, restée anonyme, de « *profonde préoccupation* » – alors même que le bloc maintenait ses critiques fermes et explicites à l'égard d'Israël concernant le Liban.

L'évolution de la position de l'Inde tout au long de l'année 2026, de la médaille décernée par la Knesset à la

condamnation de Bichkek, témoigne de la portée de cette décision. Le passage prudent concernant l'Iran dans le texte de New Delhi reflète la position des BRICS à la table des négociations, et non un retrait de celle-ci.

Qu'est-ce qui est réel et qu'est-ce qui est symbolique ?

Une analyse objective s'impose. BRICS Pay est une plateforme de communication et d'interopérabilité, et non un substitut au dollar comme monnaie de réserve mondiale. Rien dans la Déclaration de New Delhi ne remet en cause la domination du dollar sur les réserves mondiales, la fixation des prix des matières premières ou le commerce avec les pays tiers.

L'unité du bloc présente également des limites que la déclaration a masquées plutôt que résolues : le consensus sur le Moyen-Orient n'a été maintenu que parce que le texte évitait de nommer les agresseurs que l'Iran souhaitait voir désignés, et la crise irano-émirienne qui a failli faire échouer les négociations persiste. Les grandes déclarations sur un ordre post-dollar ont souvent tendance à devancer les réalités du terrain.

Mais c'est précisément cette asymétrie au sein du bloc qui est cruciale. Ce qui apparaît comme une avancée progressive pour l'Inde ou le Brésil – pays ayant pleinement accès aux marchés et aux financements occidentaux – est une question de survie pour l'Iran et la Russie. Pour un État exclu du système SWIFT et des compensations en dollars, un système de paiement qui fonctionne justement parce qu'il n'utilise pas le dollar a bien plus de valeur que n'importe quel débat sur la théorie de la monnaie de réserve. La Déclaration de New Delhi ne détrônera pas le dollar. Elle offre aux membres du bloc, soumis à des sanctions, une alternative collective, en expansion et désormais officiellement reconnue, au système que Washington a utilisé pour les isoler.

Le décor

Tout cela se déroule dans un contexte de guerres simultanées – en Ukraine et au Moyen-Orient – et de conflit avec l'Iran, déclenché par les frappes américano-israéliennes de fin février. Ce conflit a fait grimper le prix du pétrole au-dessus de 100 dollars le baril, perturbé le détroit d'Ormuz et alimente désormais l'escalade des tensions entre l'Arabie saoudite et les Houthis du Yémen. Dans ce contexte, la dédollarisation devient une priorité absolue : plus Washington exerce de pressions financières et militaires, plus les États visés sont incités à créer des circuits alternatifs. La deuxième journée du sommet est consacrée aux chaînes d'approvisionnement, à la sécurité énergétique et à la stratégie économique 2030 de l'Union européenne.

Larry Johnson* pour [Sonar21](#)

[Sonar21](#). New Delhi, le 12 September 2026.

***Larry C Johnson** est un vétéran de la CIA et du Bureau de lutte contre le terrorisme du Département d'État. Il est le fondateur et associé directeur de BERG Associates, qui a été créé en 1998. Larry a dispensé une formation à la communauté des opérations spéciales de l'armée américaine pendant 24 ans. Il a été vilipendé par la droite et la gauche, ce qui signifie qu'il doit faire quelque chose de bien.

Traduit de l'anglais depuis [Sonar21](#) pour *El Correo de la Diaspora* par : El Correo.

LES BRICS DEPUIS NEW DELHI :ils abandonnent le dollar, l'Iran exerçant une forte pression.

El Correo de la Diaspota. Paris, le 12 septembre de 2026.